

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 18

[2007/203663]

**6 DECEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant création d'une cellule temporaire de contrôle des mandats locaux**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment ses articles 1122-7, 1123-17, 2212-7 et 2212-45, modifiés par le décret du 8 décembre 2005;

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, notamment l'article 38, §§ 2 à 5, inséré par le décret du 8 décembre 2005;

Considérant qu'il importe de mettre en œuvre d'urgence le contrôle des mandats locaux prévus par le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que, dans l'attente de la mise en place d'une structure administrative permanente propre à la Région, chargée de ce contrôle, la création d'une cellule temporaire chargée de lancer les premiers contrôles permet de rencontrer les exigences du décret susmentionné pour l'année 2007;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 juillet 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2007;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 17 juillet 2007;

Vu le protocole n° 486 du Comité de secteur XVI, établi le 21 septembre 2007;

Vu l'avis 43.675/4 du Conseil d'Etat, donné le 5 novembre 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est institué une cellule temporaire de contrôle des mandats locaux auprès du Gouvernement wallon placée sous l'autorité du Ministre des Affaires intérieures.**Art. 2.** La cellule a pour mission d'assurer le respect des articles L1122-7, L1123-17, L2212-7 et L2212-45 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et de l'article 38 de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.

Dans ce sens, elle veillera, selon les modalités définies par le Code et le Gouvernement à :

- collecter les déclarations de mandats;
- établir un cadastre des mandats dérivés;
- assurer la publicité de ce cadastre;
- contrôler l'existence et la conformité des déclarations (exactitude, exhaustivité, plafonds de rémunérations,...);
- proposer au Gouvernement les décisions de sanctions telles que prévues dans le Code et dans la loi précitée, dans le respect des droits de la défense et de la confidentialité;
- assurer toute mission lui attribuée par le Gouvernement.

Art. 3. La cellule transmet un rapport d'activités trimestriel au Ministre des Affaires intérieures décrivant de manière synthétique ses travaux et un rapport annuel au Gouvernement wallon.**Art. 4.** Le personnel de la cellule est composé au maximum de :

- un agent de niveau 1, responsable de la cellule, rémunéré sur base de l'échelle A4;
- deux agents de niveau 1 rémunérés respectivement sur base de l'échelle A5 ou A6 selon qu'ils disposent ou non de formations post universitaires adéquates ou d'une expérience professionnelle de haut niveau;
- deux agents de niveau 2+ rémunérés sur base de l'échelle B3;
- deux agents de niveau 2 rémunérés sur base de l'échelle C3.

Art. 5. Les membres du personnel de la cellule ne peuvent :

- être parents ou alliés entre eux jusqu'au quatrième degré inclusivement;
- à l'époque de leur entrée en fonction, être parents ou alliés au même degré d'un Ministre;
- être membre de la Chambre, du Sénat, du Parlement wallon, du Parlement flamand, du Parlement de la Communauté germanophone, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale ou du Parlement de la Communauté française;
- traiter des dossiers qui les concernent personnellement ou dans lesquels leurs parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement sont intéressés;
- traiter des dossiers relevant de communes ou de mandataires avec lesquels ils disposent d'un lien particulier;
- exercer, soit par lui-même, soit sous le nom de son époux, ou par toute autre personne interposée, aucune espèce de commerce, être agent d'affaires, ou participer à la direction ou à l'administration de toute société ou établissement industriel.

Art. 6. § 1^{er}. Les personnes visées au présent article sont détachées ou, à défaut de candidatures adéquates parmi le personnel des services du Gouvernement, recrutées par le Gouvernement wallon, sur proposition du Ministre des Affaires intérieures.

§ 2. L'appel à candidatures internes est réalisé via les Intranets des services du Gouvernement wallon. L'appel à candidatures externes est réalisé via, d'une part, un courrier aux lauréats des réserves de recrutement valides disposant des diplômes requis et, d'autre part, un appel dans la presse et sur le site internet de la Région wallonne.

§ 3. Des commissions assurent la sélection des candidats. Elles procèdent, sur proposition de la Direction du Recrutement du Ministère de la Région wallonne, à une première sélection sur base du diplôme et de l'expérience requise et auditionnent les candidats retenus afin de les classer, notamment sur base d'un test de personnalité, en deux catégories : apte et inapte.

La commission chargée de la sélection du responsable de la cellule est composée comme suit :

- un représentant du Ministre-Président;
- un représentant de chaque Vice-Président du Gouvernement;
- deux représentants du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique;
- un membre de l'Inspection des Finances;
- un membre de la Cour des comptes;
- un représentant du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne.

La Commission chargée de la sélection des agents est composée comme suit :

- le responsable de la cellule temporaire;
- un représentant du Ministre-Président;
- un représentant de chaque Vice-Président du Gouvernement;
- un représentant du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique en tant que Ministre fonctionnel;
- un Inspecteur des Finances pour les deux emplois de niveau 1 uniquement;
- un représentant de la Cour des comptes pour les deux emplois de niveau 1 uniquement.

Art 7. § 1^{er}. Les agents de la cellule qui font partie des services du Gouvernement sont détachés de leur service pour la durée de leur désignation et mis à disposition conformément à l'article 445 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique.

Ils conservent leur rémunération et bénéficient, le cas échéant, d'une allocation correspondant à la différence entre leur échelle de traitement et l'échelle de traitement attribuée par l'article 4 à l'emploi qu'ils occupent au sein de la cellule.

§ 2. Les agents de la cellule qui ne font pas partie du personnel des services du Gouvernement sont engagés dans le respect de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel. Leur traitement est à charge du budget de la Région wallonne.

Art. 8. Délégation est accordée au chef de cabinet du Ministre des Affaires intérieures pour engager et approuver toute dépense imputable sur l'allocation de base 11.03 du programme 01 de la division organique 14 du budget général des dépenses de la Région wallonne.

Art. 9. Un comptable extraordinaire est désigné parmi les membres du personnel de la cellule. Des avances de fonds lui sont consenties dans le respect des plafonds fixés dans le dispositif du budget général des dépenses de la Région wallonne.

Art. 10. Sous réserve de l'utilisation des budgets visés à l'article 7, le Ministère de la Région wallonne met à disposition de la cellule les locaux, les bureaux et le mobilier nécessaire à son bon fonctionnement. L'équipement informatique et de téléphonie fixe et mobile est mis à disposition de la cellule.

Art. 11. Le dirigeant de la cellule propose les contrats de services en vue de s'assurer la collaboration de bureaux de consultants pour assister la cellule dans ses missions.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} octobre 2007 et prend fin trois mois après la création d'un l'Office de contrôle chargé des missions de la cellule et, au plus tard, le 1^{er} janvier 2009.

Art. 13. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 décembre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 18

[2007/203663]

**6. DEZEMBER 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Einrichtung einer zeitweiligen Zelle zur Kontrolle der lokalen Mandate**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere Art. 87;

Aufgrund des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, insbesondere der Artikel 1122-7, 1123-17, 2212-7 und 2212-45, abgeändert durch das Dekret vom 8. Dezember 2005;

Aufgrund des Gesetzes vom 8. Juli 1976 über die Öffentlichen Sozialhilfezentren, insbesondere Art. 38, § 2 bis § 5, eingefügt durch das Dekret vom 8. Dezember 2005;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, die Kontrolle der im Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung vorgesehenen Mandate unverzüglich einzuleiten;

In der Erwägung, dass, in Erwartung der Einsetzung einer eigenen permanenten Verwaltungsstruktur der Region, die mit dieser Kontrolle beauftragt wird, den Anforderungen des oben erwähnten Dekrets durch die Einrichtung einer zeitweiligen Zelle, die mit der Einleitung der ersten Kontrollen beauftragt wird, für 2007 entsprochen werden kann;

Aufgrund des am 18. Juli 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. Juli 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 17. Juli 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 21. September 2007 aufgestellten Protokolls Nr. 486 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 5. November 2007 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 43.675/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Bei der Wallonischen Regierung wird eine zeitweilige Zelle zur Kontrolle der lokalen Mandate eingerichtet, die unter die Aufsicht der Regierung gestellt wird.

Art. 2 - Die Zelle hat zur Aufgabe, die Beachtung der Artikel L1122-7, L1123-17, L2212-7 und L2212-45 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung und des Artikels 38 des Gesetzes vom 8. Juli 1976 über die Öffentlichen Sozialhilfezentren zu gewährleisten.

In diesem Sinne wird sie nach den im Kodex und durch die Regierung festgelegten Modalitäten dafür sorgen:

- die Erklärungen von Mandaten zu sammeln;
- ein Kataster der abgeleiteten Mandate zu erstellen;
- die Öffentlichkeit dieses Katasters zu gewährleisten;
- die Existenz und die Übereinstimmung der Erklärungen (Genauigkeit, Vollständigkeit, Vergütungshöchstbeträge,...) zu überprüfen;
- der Regierung die beschlossenen Strafen, die im Kodex und in dem vorerwähnten Gesetz vorgesehen sind, unter Beachtung der Rechte der Verteidigung und der Geheimhaltung, vorzuschlagen;
- jegliche Aufgabe, die ihr durch die Regierung zugeteilt wird, wahrzunehmen.

Art. 3 - Die Zelle übermittelt dem Minister der inneren Angelegenheiten einen vierteljährlichen Tätigkeitsbericht, in dem die Arbeiten der Zelle auf zusammenfassende Weise beschrieben werden, sowie einen jährlichen Bericht.

Art. 4 - Das Personal der Zelle besteht höchstens aus :

- einem Bediensteten der Stufe 1, der verantwortlich für die Zelle ist und auf der Grundlage der Gehaltstabelle A4 entlohnt wird;
- zwei Bediensteten der Stufe 1, die auf der Grundlage der Gehaltstabelle A5 bzw. A6, je nachdem, ob sie über eine angemessene postuniversitäre Ausbildung oder über eine berufliche Erfahrung auf hohem Niveau verfügen, entlohnt werden;
- zwei Bediensteten der Stufe 2+, die auf der Grundlage der Gehaltstabelle B3 entlohnt werden;
- zwei Bediensteten der Stufe 2, die auf der Grundlage der Gehaltstabelle C3 entlohnt werden.

Art. 5 - Die Personalmitglieder der Zelle sind nicht berechtigt:

- miteinander bis zum vierten Grad einschließlich verwandt oder verschwägert zu sein;
- zum Zeitpunkt ihres Amtsantritts mit einem Minister in demselben Grad verwandt oder verschwägert zu sein;
- Mitglied der Kammer, des Senats, des wallonischen Parlaments, des flämischen Parlaments, des Parlaments der Deutschsprachigen Gemeinschaft, des Parlaments der Region Brüssel-Hauptstadt oder des Parlaments der französischsprachigen Gemeinschaft zu sein;
- Akten zu bearbeiten, die sie persönlich betreffen, oder an denen ihre Bluts- oder Anverwandten bis zum vierten Grad ein persönliches Interesse haben;
- Akten zu bearbeiten, die Gemeinden oder Mandatsträger betreffen, mit denen sie in einem besonderen Verhältnis stehen;
- entweder selbst, oder im Namen ihres Ehepartners oder über jegliche andere Mittelsperson ein Handelsgewerbe auszuüben, Vermittler zu sein oder an der Führung oder der Verwaltung jeglicher Gesellschaft oder jeglichen Industriebetriebs teilzunehmen.

Art. 6 - §1. Die im vorliegenden Artikel erwähnten Personen werden abgeordnet. In Ermangelung von angemessenen Bewerbungen von Personalmitgliedern der Dienststellen der Regierung werden sie von der Wallonischen Regierung auf Vorschlag des Ministers der inneren Angelegenheiten angeworben.

§ 2. Der Aufruf an die internen Bewerber erfolgt über die Intranet-Seiten der Dienststellen der Wallonischen Regierung. Der Aufruf an die externen Bewerber erfolgt einerseits durch ein Schreiben an die Absolventen der gültigen Anwerbungsreserven, die über die verlangten Diplome verfügen, und andererseits durch einen Aufruf in der Presse und auf den Internet-Seiten der Wallonischen Region.

§ 3. Die Bewerberauswahl wird durch Kommissionen gewährleistet. Auf Vorschlag der Direktion der Anwerbung des Ministeriums der Wallonischen Region nehmen diese Kommissionen eine erste Auswahl auf der Grundlage des Diploms und der verlangten Erfahrung vor und hören die berücksichtigten Bewerber an, um sie unter anderem auf der Grundlage eines Persönlichkeitstests zwei Kategorien - geeignet und nicht geeignet - zuzuordnen. Die Kommission, die mit der Auswahl des Verantwortlichen der Zelle beauftragt ist, wird aus folgenden Personen zusammengesetzt:

- ein Vertreter des Minister-Präsidenten;
- ein Vertreter jedes Vizepräsidenten der Regierung;
- zwei Vertreter des Ministers der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes;
- ein Mitglied der Finanzinspektion;
- ein Mitglied des Rechnungshofes;
- ein Vertreter des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Die Kommission, die mit der Auswahl des Bediensteten beauftragt ist, wird aus folgenden Personen zusammengesetzt:

- der Verantwortliche der zeitweiligen Zelle;
- ein Vertreter des Minister-Präsidenten;
- ein Vertreter jedes Vizepräsidenten der Regierung;
- ein Vertreter des Ministers der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes als von der Funktion her zuständiger Minister;
- ein Finanzinspektor (nur für die beiden Stellen der Stufe 1);
- ein Vertreter des Rechnungshofes (nur für die beiden Stellen der Stufe 1).

Art. 7 - §1. Die Bediensteten der Zelle, die Dienststellen der Regierung angehören, werden für die Dauer ihrer Bezeichnung von ihrem Dienst abgeordnet und gemäß Artikel 445 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes zur Verfügung gestellt.

Sie behalten ihr Gehalt und haben ggf. Anspruch auf eine Zulage, die dem Unterschied entspricht zwischen ihrer Gehaltstabelle und derjenigen, die für die Stelle, die sie innerhalb der Zelle besetzen, gewährt wird.

§ 2. Die Bediensteten der Zelle, die dem Personal der Dienststellen der Regierung nicht angehören, werden unter Beachtung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder eingestellt. Ihr Gehalt geht zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region.

Art. 8 - Dem Kabinettschef des Ministers der inneren Angelegenheiten wird Vollmacht erteilt, um jede Ausgabe einzugehen und zu genehmigen, die auf die Basiszuwendung 11.03 des Programms 01 des Organisationsbereichs 14 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region anrechenbar ist.

Art. 9 - Ein außerordentlicher Rechnungsführer wird unter den Personalmitgliedern der Zelle bezeichnet. Geldvorschüsse werden ihm unter Einhaltung der im Wortlaut des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region festgelegten Höchstbetragsgrenzen gewährt.

Art. 10 - Vorbehaltlich der Verwendung der in Artikel 7 erwähnten Haushaltsmittel stellt das Ministerium der Wallonischen Region der Zelle die Räumlichkeiten, die Büros und das Mobiliar, die zu deren reibungslosen Arbeit notwendig sind, zur Verfügung. Das Computersystem, das Festnetz und die mobile Telefonie werden der Zelle zur Verfügung gestellt.

Art. 11 - Der Leiter der Zelle schlägt die Dienstleistungsverträge vor, um sich die Mitwirkung der Beratungsbüros zur Unterstützung der Aufgaben der Zelle zu sichern.

Art. 12 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Oktober 2007 wirksam und tritt nach der Einrichtung eines mit den Aufgaben der Zelle beauftragten Kontrollamtes und spätestens am 1. Januar 2009 außer Kraft.

Art. 13 - Der Minister des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt. Namur, den 6. Dezember 2007

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 18

[2007/203663]

**6 DECEMBER 2007. — Besluit van de Waalse Regering
tot oprichting van een tijdelijke cel voor de controle van de lokale mandaten**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87;

Gelet op het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, inzonderheid op de artikelen 1122-7, 1123-17, 2212-7 en 2212-45, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005;

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 38, §§ 2 tot en met 5, ingevoegd bij het decreet van 8 december 2005;

Overwegende dat de controle van de lokale mandaten waarin het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie voorziet, onverwijld ten uitvoer moet worden gebracht;

Overwegende dat de oprichting van een tijdelijke cel die de eerste controles uitvoert aan de vereisten tegemoetkomt van bovenbedoeld decreet voor het jaar 2007, in afwachting van de oprichting van een vaste administratieve structuur van en voor het Gewest;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 juli 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 juli 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 17 juli 2007;

Gelet op protocol nr. 486 van Sectorcomité XVI, vastgesteld op 21 september 2007;

Gelet op advies nr. 43.675/4 van de Raad van State, gegeven op 5 november 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. voor de controle van de lokale mandaten wordt er een tijdelijke cel opgericht bij de Regering, die geplaatst wordt onder het gezag van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden.

Art. 2. De taak van de cel bestaat erin de inachtneming te garanderen van de artikelen L1122-7, L1123-17, L2212-7 en L2212-45 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en van artikel 38 van de wet van 8 juli 1976 houdende organisatie van de O.C.M.W.'s.

In die zin waakt zij volgens de nadere regels bepaald bij het Wetboek en door de Regering over :

- de inzameling van de mandatenaanblijfsen;
- de opstelling van een kadaster van afgeleide mandaten;
- de bekendmaking van dat kadaster;
- de controle van het bestaan en de conformiteit van de aanblijfsen (juistheid, volledigheid, bezoldigingsmaxima,...);
- het voorleggen aan de Regering van beslissingen tot sancties zoals bepaald in het Wetboek en in voornoemde Wet, met inachtneming van de rechten van de verdediging en het vertrouwelijk karakter;
- het uitvoeren van elke opdracht die haar door de Regering wordt toevertrouwd.

Art. 3. De cel maakt een kwartaalverslag over haar activiteiten over aan de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden waarin zij haar werkzaamheden samenvat en een jaarverslag aan de Waalse Regering.

Art. 4. Het personeel van de cel bestaat uit maximum :

- een personeelslid van niveau 1, verantwoordelijk voor de cel, vergoed in de weddeschaal A4;
- twee personeelsleden van niveau 1, vergoed in respectievelijk de weddeschaal A5 of A6 al naargelang ze over de gepaste postuniversitaire opleidingen of een beroepservaring van hoog niveau beschikken;
- twee personeelsleden van niveau 2+, vergoed in de weddeschaal B3;
- twee personeelsleden van niveau 2, vergoed in de weddeschaal C3.

Art. 5. De personeelsleden van de cel mogen niet :

- onderling verwanten of aanverwanten zijn tot en met de vierde graad;
- ten tijde van hun indienstneming, verwant of aanverwanten in dezelfde graad zijn van een Minister;
- lid zijn van de Kamer, de Senaat, het Waalse Parlement, het Vlaamse Parlement, het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap, het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of van het Parlement van de Franse Gemeenschap;
- dossiers behandelen die hen persoonlijk aanbelangen of waarin hun verwanten of aanverwanten tot en met de vierde graad een belang hebben;
- dossiers behandelen die vallen onder gemeenten of betrekking hebben op mandatarissen met welke ze een bijzondere band onderhouden;

- hetzij persoonlijk, hetzij onder de naam van hun echtgenote of door enig ander tussenpersoon, enigerlei handel drijven, als zaakwaarnemer optreden of aan de leiding of het bestuur van een vennootschap of nijverheidsonderneming deelnemen.

Art. 6. § 1. De personen bedoeld in dit artikel worden gedetacheerd of, indien er zich geen geschikte kandidaten voorstellen onder het personeel van de regeringsdiensten, aangeworven door de Waalse Regering op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden.

§ 2. De interne oproep tot de kandidaten gebeurt via de intranetten van de diensten van de Waalse Regering. De externe oproep tot de kandidaten gebeurt enerzijds via een schrijven aan de geslaagden van geldige wervingsreserves die over de vereiste diploma's beschikken en anderzijds via een oproep in de pers en op de website van het Waalse Gewest.

§ 3. Commissies verrichten de selectie van de kandidaten. Op de voordracht van de Directie Aanwerving van het Ministerie van het Waalse Gewest verrichten zij een eerste selectie op grond van het diploma en de vereiste ervaring en horen zij de uitgekozen kandidaten om ze onder andere op basis van een persoonlijkheidstest te rangschikken in twee categorieën : geschikt en ongeschikt.

De commissie belast met de selectie van de verantwoordelijke van de cel bestaat uit :

- een vertegenwoordiger van de Minister-President;
- een vertegenwoordiger van elke Vice-Minister-President van de Regering;
- twee vertegenwoordigers van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken;
- een lid van de Inspectie van Financiën;
- een lid van het Rekenhof;
- een vertegenwoordiger van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest).

De commissie belast met de selectie van de personeelsleden bestaat uit :

- de verantwoordelijke van de tijdelijke cel;
- een vertegenwoordiger van de Minister-President;
- een vertegenwoordiger van elke Vice-Minister-President van de Regering;
- een vertegenwoordiger van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken als vakminister;
- een Inspecteur van Financiën voor enkel de twee betrekkingen van niveau 1;
- een vertegenwoordiger van het Rekenhof voor enkel de twee betrekkingen van niveau 1.

Art. 7. § 1. De personeelsleden van de cel die behoren tot de regeringsdiensten worden uit hun dienst gedetacheerd voor de duur van hun aanwijzing en ter beschikking gesteld overeenkomstig artikel 14 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

Zij behouden hun vergoeding en komen in voorkomend geval in aanmerking voor een toelage die overeenstemt met het verschil tussen hun weddeschaal en de weddeschaal die bij artikel 4 toegekend wordt voor de betrekking die zij in de cel bekleden.

§ 2. De personeelsleden van de cel die niet behoren tot het personeel van de regeringsdiensten worden in dienst genomen met inachtneming van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden. Hun wedde wordt aangerekend op de Waalse gewestbegroting.

Art. 8. Machtiging wordt verleend aan de kabinetschef van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden om elke uitgave aanrekenbaar op basisallocatie 11.03 van programma 01 van organisatie-afdeling 14 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest vast te leggen en goed te keuren.

Art. 9. Er wordt een buitengewone rekenplichtige aangewezen onder de personeelsleden van cel. Er worden hem voorschotten toegekend met naleving van de maximumbedragen vastgesteld in het beschikkend deel van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest.

Art. 10. Onder voorbehoud van de aanwending van de begrotingen bedoeld in artikel 7 stelt het Ministerie van het Waalse Gewest de lokalen, de kantoren en het meubilair nodig voor de goede werking van de dienst ter beschikking van laatstgenoemde. De uitrusting inzake informatica en vaste telefonie wordt ter beschikking van de cel gesteld.

Art. 11. De leider van de cel stelt de dienstencontracten voor met het oog op de samenwerking met adviesbureaus die de cel in haar opdrachten zullen bijstaan.

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 oktober 2007 en wordt beëindigd drie maanden na de oprichting van een controledienst belast met de opdrachten van de cel en uiterlijk op 1 januari 2009.

Art. 13. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 december 2007.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD